

Marx dans un nouveau cadre welfariste Marx in a new welfare setting

Gérard Pelletier

Volume 55, numéro 2, avril-juin 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800823ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800823ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pelletier, G. (1979). Marx dans un nouveau cadre welfariste. *L'Actualité économique*, 55(2), 151–180. <https://doi.org/10.7202/800823ar>

Résumé de l'article

Samuelson's statement about Marx being a minor post-Ricardian from the viewpoint of pure economic theory leaves one perplexed. Is theoretical welfare economics a part of pure economic theory? This paper shows that theoretical welfare economics is the foundation of the theory of economic policy and intervention. Marx also sets forth a theory of intervention based on economic arguments. Therefore, Marx should be studied within the broader scope of theoretical welfare economics. Moreover, Marx's system contains not only analytical devices but also important value judgments and the theory of welfare economics aims to study the interrelations between value judgments and economic interventions. Methodological contradictions are shown in, and removed from, the theory of welfare economics in order to show the framework of Marx's entire system. The system as a whole is far beyond the realm of Ricardian economics, for it can be consistent and scientific although it contains value judgments. Samuelson's narrow approach and fuzziness in the methodological foundations of welfare economics hindered an appreciation of the full value of Marx's approach.

MARX DANS UN NOUVEAU CADRE WELFARISTE

Prétendre étudier Marx dans le cadre de la théorie du bien-être peut apparaître à plusieurs comme une tentative pour concilier des inconciliables. Il est vrai, dira-t-on, que la théorie du bien-être, comme le dit Rothenberg, est

« ... cette partie de l'économie où les mots comme « bon » et « mauvais », « on devrait » et « on ne devrait pas », bannis de tout cœur du champ de l'économie positive, refont leur apparition pour servir de guides à la politique économique. »¹

Or, il y a effectivement beaucoup de condamnations et d'appréciations chez Karl Marx, et sa révolution prolétarienne peut être considérée comme une forme extrême d'intervention économique. Il y a même des principes de politique économique dans le *Manifeste* de 1847. Mais là s'arrête le rapprochement.

Un fondateur de la théorie du bien-être comme Pigou et son principal adversaire, Lionel Robbins, ont des conceptions de la science presque identiques malgré leur opposition, et ces conceptions les éloignent de la science au sens marxiste. Pour l'esprit analytique du XX^e siècle, en effet, la science se développe par la spécialisation de plus en plus poussée et il apparaît aberrant de parler de science totale ou de science de totalités. L'approche multidisciplinaire est elle-même la rencontre de spécialistes grâce à l'intermédiaire d'interprètes ou de demi-spécialistes de deux ou de quelques champs précis. Le reste est de la philosophie et la philosophie n'est pas de la science, dira-t-on.

Il apparaît étrange pour plusieurs scientifiques de parler de science marxiste lorsque l'on admet par ailleurs que la méthode de cette science n'est pas encore constituée : Puisque la science est justement l'accumulation de connaissances grâce à une méthode éprouvée et rigoureuse, comment parler de science avant d'avoir défini cette méthode rigoureuse ?

Enfin, diront les économistes traditionnels, la science économique a essayé de se développer comme d'autres sciences connues, par l'esprit

1. Rothenberg, J., *The Measurement of Social Welfare*, Prentice-Hall, 1961, p. 3.

analytique, c'est-à-dire en évitant de confondre des jugements de valeur avec des liaisons entre phénomènes rigoureusement constatées, en séparant la recherche pure de l'art ou des applications pour faciliter justement le libre déploiement de la science. Or, la méthode dialectique veut au contraire confondre l'action ou la praxis avec la recherche de liaisons objectives et tout cela est amalgamé de façon peu précise dans une doctrine normative.

Quoi de surprenant alors au jugement de Samuelson qui ramène Marx l'économiste à un « post-ricardien mineur », conformément à la logique de la tradition analytique ?² Mais l'énormité de cette conclusion ne jette-t-elle pas du même coup un doute dans notre esprit sur l'adéquation de notre schéma d'analyse à l'étude d'un système aussi complexe que celui de Marx ? Que penser par conséquent de toute la lignée des économistes qui se sont mis à l'interprétation de Marx depuis quelques années, dans la tradition analytique de Samuelson ?

Avant Marx, Hegel avait déjà mis en doute la pertinence de l'appareil analytique des sciences physiques pour l'étude de phénomènes de la vie avec l'exemple un peu osé de l'organe mâle : Doit-on déduire de la fréquence et du volume des mictions que le pénis est l'organe de l'urination ? Selon lui, la conclusion affirmative de ce raisonnement ne valait pas de l'urine !³ Il existe pourtant beaucoup de points communs entre le matérialisme de la science du XX^e siècle et le matérialisme marxiste. Plusieurs auteurs pensent aussi que Hegel et ses successeurs ont sous-estimé les capacités de la logique analytique et qu'il existe des possibilités de complémentarité entre logique dialectique et logique formelle. Comme je ne suis pas logicien, je me permets de renvoyer le lecteur à un ouvrage récent qui explore les avenues possibles de ce côté : *Matérialisme dialectique et logique* de Pierre Raymond⁴.

De mon côté, j'adopterai plutôt la démarche inverse, qui consiste à essayer d'élargir le point de vue analytique pour qu'il puisse embrasser des systèmes hybrides où il y aurait à la fois du positif et du normatif, de la science pure et des applications concrètes. Et où trouve-t-on l'étude des relations entre valeurs, science et action en économie ? en théorie du bien-être. Etant donné que cette partie de la théorie économique a la réputation d'être le dépôt de l'idéologie libérale, l'apologie du capitalisme, vous voilà mal parti, me dira-t-on. Vu le désaccord permanent qui existe entre les diverses écoles de la théorie du bien-être, d'autres me demanderont où je me situe parmi les écoles, si toutefois on peut trouver dans tout cela une position cohérente !

2. Samuelson, P.A., « Economists and the History of Ideas », *American Economic Review*, suppl., 1962.

3. Châtelet, F., *Hegel*, Paris, Editions du Seuil, 1968, pp. 108-109.

4. Raymond, P., *Matérialisme dialectique et logique*, Paris, François Maspero, 1977.

Pour éviter de donner prise à des préjugés ou à des malentendus, je critiquerai d'abord la théorie du bien-être brièvement mais à fond et j'essaierai d'esquisser les grandes lignes d'une reconstruction. Je crois que ces grandes lignes suffiront pour donner du système de Marx une vision qui tronquera moins sa pensée et j'espère que des études fructueuses sortiront par la suite du cadre plus cohérent que je veux présenter. D'où les deux parties de cet article : I — « Un cadre renouvelé pour la théorie du bien-être » et II — « Le système de Marx vu dans un cadre cohérent ».

I — UN CADRE RENOUVELÉ POUR LA THÉORIE DU BIEN-ÊTRE

Il ne faut pas se faire d'illusions sur la facilité qu'aurait la pensée analytique à débrouiller les rapports entre le positif, le normatif et l'action. Qu'il me suffise de deux courtes citations pour détromper le lecteur non averti. Louis Vax appelle « empirisme logique » ce que d'autres appellent l'« esprit scientifique » et moi : « la méthode ou l'esprit analytique » :

« Que cette manière de philosopher soit étroite, qu'elle mette mal à l'aise vis-à-vis des problèmes de valeurs, qu'elle soit aussi embarrassée pour fonder une conduite raisonnable qu'elle est bien armée pour élaborer une théorie de la connaissance, la chose est indéniable. »⁵

Voici une autre remarque capitale pour expliquer l'inexistence d'une théorie cohérente des rapports entre valeurs d'une société et l'action proposée par la politique économique :

« Supérieur dans l'étude de la logique de la connaissance, l'empirisme logique est mal à l'aise dans la théorie des valeurs, (...) l'empirisme logique paraît donc peu capable de compléter sa théorie de la connaissance par une théorie de l'action. »⁶

La tradition qu'on retrouve en théorie du bien-être est en effet celle d'une séparation de plus en plus nette entre, d'une part, la science, définie comme réseau de relations portant sur des faits (Wittgenstein) ou des « choses » (Russel) dont les plus simples constituent les atomes ultimes de la réalité pensée et, d'autre part, les jugements de valeurs ou jugements normatifs, qui sont éternels sujets de dispute car ils ne peuvent être prouvés scientifiquement. Les principaux jugements de valeurs, contrairement à ce que pensent beaucoup d'économistes, ne se retrouvent pas seulement en éthique, avec les questions de bien ou de mal, mais aussi en logique, pour les critères du vrai et du faux, de la bonne ou de la mauvaise méthode pour atteindre une fin donnée, et en esthétique, pour les critères du beau et du laid.

5. Vax, Louis, *L'empirisme logique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1970, pp. 90-91.

6. Vax, Louis, *ibid.*, pp. 111-112.

En 1920 paraissent le *Tractatus logicophilosophicus* de Wittgenstein, ami de Russel, et le livre de Pigou : *The Economics of Welfare*. Le livre de Wittgenstein se termine par la phrase célèbre : « Ce dont on ne peut parler, il vaut mieux le taire », étant entendu que l'on ne peut « parler » que des faits dont s'occupe la science positive. Rien de surprenant si Pigou veut faire une science de la théorie du bien-être et qu'il s'arrange pour ne pas y voir de jugements de valeurs. Autre coïncidence intéressante : La *General Theory* de Keynes, ami de Russel, est parue en 1936, la même année qu'un livre d'un autre ami de Russel, Ayer. *Language, Truth and Logic*, de Ayer, affirme que les énoncés éthiques sont des propositions dénuées de sens, voire des énoncés mal formés. De là une grande faiblesse de la pensée du XX^e siècle : on ne parlera plus d'éthique. On parlera seulement des discours sur l'éthique si l'on est philosophe. Si l'on est économiste, tout ce qui traite des jugements de valeurs deviendra tabou, comme l'exprime l'*Essai sur la nature et la signification de la science économique* de Lionel Robbins, paru en 1932.

Même si Ayer, Wittgenstein et bien d'autres sont revenus sur leurs idées et essaient maintenant de développer un discours aussi cohérent pour les propositions normatives que pour les propositions de faits, l'entreprise est dans l'enfance et la théorie du bien-être apparaît dans un état désespéré. A preuve, ce jugement sévère de Little, un spécialiste du sujet :

« Je crois improbable qu'une extension future de la théorie du bien-être ait quelque valeur, excepté comme exercice mathématique. » ⁷

Un autre spécialiste, Graaf, est aussi pessimiste :

« Il m'apparaît que la possibilité de construire une théorie du bien-être utile et intéressante — i.e. qui contienne plus que les formules éculées typiques des équivalences marginales de la théorie conventionnelle — est extrêmement mince. » ⁸

Si donc Little et Graaf avouent un tel échec, que faire pour ne pas arriver à la même conclusion ? Il faut porter la discussion à un autre niveau. Pour moi, cela veut dire me placer au plan de discussions plus générales, au niveau des principes. C'est cette discussion qu'on appelle méthodologie au sens propre. Voilà la raison de cette introduction et voici ce que je veux en tirer : en dépit du pessimisme de Little, qui croit impossible une méthodologie de la théorie du bien-être à cause du caractère non scientifique et des fondements obscurs de la théorie, je pense qu'il existe une ligne directrice qu'on peut retrouver après qu'on a mis à nu les contradictions et qu'on les a corrigées.

7. Little, I., *A critique of Welfare Economics*, 2^e édition, Oxford, 1957, p. 1, ma traduction.

8. Graaf, J. de V., *Theoretical Welfare Economics*, Londres, Cambridge U.P., 1957, p. 169, ma traduction.

A) *Les contradictions de la théorie du bien-être*

On pourrait dire sans crainte de se tromper que toutes les propositions fondamentales de la théorie ont été contredites un jour ou l'autre mais on ne sait plus qui a raison en fin de compte.

1) *Contradictions entre l'approche macro-économique et l'approche micro-économique*

La vieille séparation entre les questions monétaires et les questions portant sur la richesse réelle, qu'on retrouve déjà chez Ricardo, a conduit à identifier les premières aux problèmes transitoires de frictions dans l'économie, avec chômage et crises cycliques, alors que les secondes constituaient le domaine des problèmes fondamentaux de la science économique. L'analyse a été plus poussée jusqu'aux atomes de l'activité économique, bien particuliers, individus, de même que vers les questions intemporelles de méthode, de système économique, dans la théorie micro-économique, dont la théorie du bien-être est la théorie de la politique économique. Les catégories économiques abstraites et globales : consommation, épargne, investissement, emploi, masse monétaire, avec un découpage plus fin du temps concret et un horizon plus court, sont devenues les caractéristiques de la théorie macro-économique de la politique économique.

On en est venu à reconnaître à la théorie macro-économique un caractère instrumental, qui l'éloignait des jugements de valeur de base, jugements qui se retrouvaient relégués à la théorie du bien-être, taxée ainsi de moins scientifique que la théorie macro-économique. D'ailleurs, non seulement la théorie keynésienne était délivrée de ces questions normatives, elle était de surcroît équipée de catégories économiques plus susceptibles de mesures statistiques et de vérifications empiriques.

Mais c'est une tout autre histoire lorsqu'on passe à l'idée de planification et qu'on veut utiliser des moyens psychologiques de persuasion, de contrôle social, de manipulation tout en continuant à prétendre qu'on ne touche qu'à la partie mécanique du système. On veut changer les attentes, les motivations des gens en vue d'une plus grande efficacité dans la stabilisation et la croissance. Le système global, son existence sont vus comme la justification de tout ce dirigisme. Il apparaît ainsi contradictoire de prendre la définition de la science économique : l'allocation de moyens limités en vue de fins données de l'extérieur de la science, prétendre se limiter à l'instrumentalisme, mais orienter l'activité vers la stabilisation et la croissance en les postulant comme fins.

Même la politique économique de la croissance, qui se restreint officiellement aux variables économiques, est fautive. Je passe sur l'argument bien connu maintenant que l'activité de la croissance contribue à la destruction du système écologique, à l'épuisement des ressources et au

contraire même de la prospérité. Mais la croissance, pour autant qu'elle veut perpétuer dans le long terme une succession d'états de court et de moyen terme, où les fins, les valeurs, étaient jugées stables et fixées en dehors du système, donc ignorées, tend à nier les fins en les oubliant et à les remplacer par la croissance de l'activité économique. C'est alors l'économiste qui donne les fins. Keynes lui-même a fait l'erreur d'extrapoler pour le long terme des résultats limités au court terme : après avoir défini stables à court terme un certain nombre de variables, pour bâtir son système avec seulement les variables pertinentes : consommation, épargne, investissement... il en vient à prévoir la stagnation à long terme parce que la propension à consommer diminue avec l'augmentation du revenu dans le court et le moyen terme, d'où une erreur parente de celle de Malthus et des sous-consommationnistes.

Il semble que l'erreur des macro-économistes vienne d'une vieille conception selon laquelle il n'y a pas de jugements de valeur en science et par conséquent l'application de la science n'en comporte pas non plus. Sauf l'intégrité du chercheur, il n'y aurait pas de jugement de valeur pour les sciences appliquées et les « arts » ou techniques. Ce serait différent cependant dans le cas de la théorie du bien-être.

Ce jugement étonnant est porté par Amartya K. Sen dans un livre bien connu :

« Il est évident que l'économie du bien-être ne peut être objective, car les recommandations qu'elle cherche à faire sont elles-mêmes des jugements de valeurs. »⁹

On n'a pas vu comment concilier cette conception avec l'idée complètement contraire, également admise communément, qu'il n'y a pas d'action sans jugement de valeur. Rappelons simplement la communication de l'économiste Scott Gordon devant la Canadian Economic Association :

« ... si l'on parle de propositions de politique économique, il y a peu de discussion, car personne probablement n'osera soutenir qu'une prescription puisse se passer de jugement de valeur dans quelque domaine que ce soit. »¹⁰

Ainsi, même la croissance et la stabilisation doivent être justifiées par des jugements de valeur.

Si la croissance de l'efficacité et du revenu suppose une justification, comment peut-on la justifier ? Pour Kaldor, l'économiste s'occupe d'efficacité économique et il appartient au pouvoir politique de prendre les décisions pour la répartition de cette croissance. Pour Hotelling, les fruits de la croissance se redistribuent au hasard et tous en profitent.

9. Sen, A.K., *Collective Choice and Social Welfare*, Holden Day, 1970, p. 56.

10. C.F., *Canadian Journal of Economics*, novembre 1977, p. 534, ma traduction.

Hicks pense que cette redistribution prend cependant un certain temps et qu'il faut apporter des corrections parfois. Or, ces trois auteurs ont fait ces considérations dans le cadre de la théorie du bien-être, ce qui illustre bien pourquoi c'est cette théorie qui justifie fondamentalement la politique économique. Si nous supposons, comme beaucoup de chercheurs actuels, que le problème du siècle est de concilier l'efficacité économique avec la répartition la plus égalitaire possible en tenant compte de l'effort de chacun, alors nous pouvons dire que la politique économique actuelle est à l'ère de Arthur Cecil Pigou. Celui-ci affirmait que la croissance n'était qu'une augmentation potentielle de bien-être alors que tout transfert de richesse du riche au pauvre qui ne diminuerait pas indûment la production était une augmentation réelle de bien-être. Et l'on peut conclure avec un vieil article de Scitovsky¹¹ que quand l'économiste « favorise le plein-emploi ou s'oppose à l'ingérence gouvernementale dans certains domaines économiques, il fait une proposition de bien-être ».

Nous avons alors l'opinion de Robbins, qui semble accepter comme Pigou qu'on puisse avoir une science de l'augmentation du bien-être. Seulement, Pigou n'a pas réussi à créer cette science car il emploie des procédés non scientifiques pour justifier une redistribution. Il base donc cette redistribution sur une opinion personnelle ou un jugement de valeur ; c'est de la métaphysique. Personne en effet ne peut encore comparer et mesurer scientifiquement la baisse de bien-être du riche à qui on enlève un dollar et la quantité de bien-être de plus que reçoit celui à qui on donne le dollar. La redistribution ne peut faire conclure scientifiquement à un accroissement algébrique de l'utilité sociale, selon Robbins.

Bien que cet argument soit encore utilisé par beaucoup d'économistes, Scitovsky se demande pourquoi il n'a pas nui autant à Keynes qu'à Pigou, car on retrouve de ces comparaisons interpersonnelles chez Keynes également :

« (...) Une comparaison des mérites relatifs de la prospérité et de la dépression implique des comparaisons interpersonnelles d'utilité. La grande majorité est mieux en temps de prospérité ; ceux qui vivent de revenus fixes ou d'épargnes accumulées sont mieux en temps de récession, alors qu'ils perdent en période de prospérité. »¹²

2) Contradictions entre écoles de bien-être

L'idée d'assimiler les comparaisons interpersonnelles à des jugements de valeur a été si néfaste selon Scitovsky que « Robbins, en fait, s'empê-

11. Scitovsky, T., « The State of Welfare Economics », *The American Economic Review*, 1951, p. 303.

12. Scitovsky, T., *op. cit.*, p. 306, ma traduction.

chait et empêchait ses collègues de toute recommandation de politique économique quelle qu'elle fût », puisque tout changement implique normalement des perdants et des gagnants.

De plus, Robbins lui-même avait exposé la thèse que les fins de la politique économique dépendaient de jugements de valeur et qu'elles étaient proposées de l'extérieur à la science, qui se contentait de vérifier la compatibilité des fins entre elles et d'évaluer les coûts alternatifs des divers scénarios pour les atteindre. Or, il acceptera sans sourciller le principe de Pareto et celui du paiement de compensation qui en dérive comme principes valables d'une théorie scientifique de la politique économique, même si ces principes viennent contrecarrer une fin transmise à l'économiste par les autorités concernées. Comment cela peut-il se produire ? On peut très bien imaginer des situations où quelqu'un entrevoit un bénéfice après avoir remboursé ceux qui pourraient lui réclamer des dommages. Une fois tous les inconvénients payés à la satisfaction des gens lésés, le principe de compensation approuve ce projet par conséquent, même si l'action va contre certains idéaux de la société, contre certains objectifs admis officiellement ou contre les lois.

Il est étrange que l'on n'ait pas souligné cette possibilité d'un gain économique en contradiction avec des fins plus hautes. On n'a pas non plus souligné cette objection à propos de Pigou, excepté Streeten. En effet, même si Pigou pouvait prouver scientifiquement que l'utilité marginale du revenu est décroissante chez les gens normaux, vouloir utiliser cet argument pour redistribuer le revenu sur une base plus égalitaire revient à court-circuiter tout le système politico-économique qui peut fixer des rémunérations de prestige pour certaines fonctions ou certains symboles. C'est au niveau des valeurs du système qu'il faut attaquer si les valeurs sont fautives, non contourner la constitution, si l'on considère constante ou entre parenthèses cette constitution.

Enfin, on sait que le principe de compensation est souvent inapplicable quand on ne peut connaître tous les perdants et le montant de leurs pertes sans encourir des frais plus importants que cette compensation. On a donc le principe de Kaldor-Hicks qui suggère d'adopter un projet même sans payer de compensation, si l'on juge que les bénéfices l'emportent monétairement sur les inconvénients, ou que la compensation *pourrait* être payée. Baumol, on le sait, a remarqué qu'on retourne alors aux comparaisons interpersonnelles jugées inacceptables car, à travers les montants d'argent attribués en bénéfices et les montants évaluant les inconvénients, on mesure l'utilité et la désutilité de personnes différentes et on en fait une somme algébrique. Et je passe sur le double test de Scitovsky qui conclut que le principe de compensation hypothétique peut être contradictoire.

Tout l'argument de comparaisons interpersonnelles normatives est faux car Radomysler et Little ont fort bien reconnu que les psychologues

pouvaient tenter scientifiquement de ces comparaisons. Little en arrive aussi à la conclusion que l'école de Pigou et l'école de Pareto n'en sont pas moins dans le domaine éthique car leurs mesures visent à appuyer une recommandation. Toutes les statistiques du revenu, de l'emploi, souffriraient de cette coloration éthique suggestive, qui en fait des mesures où se mêlent science et jugements de valeur.

En fin de compte, on accepta cette théorie éthique du bien-être car elle valait mieux que les opinions personnelles et les valeurs de chacun lorsqu'on travaillait au nom de la société. A Sen remarque même¹³ que Samuelson en vint à confondre « sans-éthique » avec « éthique unanimement acceptée » ou acceptable.

A. Bergson, Samuelson, Arrow, Sen... semblent avoir perdu de vue que l'approche par la fonction de bien-être pouvait être la solution scientifique qui échappait à l'éthique, puisque nous ne faisons que tirer les implications et les coûts de jugements de valeur sans les proposer comme guides d'action. C'est pourquoi on retrouve dans les œuvres de ces auteurs des hypothèses simplificatrices de travail qui sont présentées comme « hypothèses normatives », ce qui rend toute la démarche floue.

Deux autres erreurs ont fait repousser l'approche par la fonction de bien-être au domaine éthique : celle d'assimiler une opinion sur un fait peu exploré scientifiquement à un jugement de valeur et celle d'assimiler une opinion personnelle à un jugement de valeur¹⁴.

Or, c'est vers une opinion personnelle que se résorbe toute l'approche par la fonction de bien-être chez A. Bergson. Arrow veut agréger les préférences ordinales individuelles en s'inspirant de Bergson, qui interprète sa propre phrase où il dit qu'on doit « tenir compte des valeurs qui ont cours dans la société dont on étudie le bien-être »¹⁵ par l'idée étonnante qu'il s'agit d'une opinion personnelle de n'importe qui dans la société. Dobb s'inspire de Scitovsky pour conclure que l'approche par la fonction de bien-être ne signifie alors plus rien pour la politique économique d'une société¹⁶.

Nous sommes partis de Pigou, qui voulait remplacer les valeurs personnelles des chercheurs par une théorie de la politique économique qui serait scientifique, c'est-à-dire ne proposerait pas d'éthique et n'imposerait pas d'opinions personnelles. Nous terminons avec une approche éthique qui peut être l'opinion personnelle de n'importe qui !

Sans doute un résultat aussi décevant est-il dû à d'autres difficultés qu'à celle, déjà imposante, de concilier des propositions méthodologiques

13. Sen, A.K., *op. cit.*, p. 57.

14. Pelletier, G., « Théorie du bien-être et politique économique », *L'Actualité Economique*, janvier-mars 1978.

15. Burk, A. (Bergson), « A Reformulation of Certain Aspects of Welfare Economics », *Quarterly Journal of Economics*, 1938, p. 323.

16. Dobb, M., *Economie du bien-être et économie socialiste*, Calmann-Lévy, 1971, p. 147.

comme le principe de Hume, la proposition qu'il existe toujours un jugement de valeur dans toute recommandation d'action et l'affirmation traditionnelle qu'il existe des « arts » ou techniques qui dépendent directement des sciences dont ils ne sont que l'application scientifique.

Nous connaissons bien l'opinion de Robbins selon laquelle l'introspection est un mode de validation scientifique dans les sciences sociales. Il n'y a donc rien de si dramatique pour plusieurs à essayer d'utiliser l'évidence personnelle pour faire accepter une proposition ; il s'agit qu'elle apparaisse évidente également à tous ceux qui veulent l'employer. Je préfère garder l'introspection comme source d'hypothèses significatives au lieu de vouloir l'utiliser comme mode de validation, et la plupart des économistes partagent ce point de vue, je pense.

Deux autres points sont plus importants pour notre propos. Certaines contradictions que nous avons évoquées viennent de l'incapacité pour les économistes ou de leur refus de considérer une certaine hiérarchie de dépendance entre certaines valeurs ou certains objectifs. D'autres difficultés viennent de la nécessité affirmée par plusieurs de retourner aux individus, même si les individus peuvent être incohérents ou présenter, pris ensemble, des vues incompatibles avec la logique nécessaire à une politique économique valable pour toute une communauté.

La thèse selon laquelle les objectifs, valeurs et lois ne sont pas liés d'une façon organique mais peuvent être hiérarchisés de différentes façons selon les individus représente une position très conservatrice, liée à l'idéal de la démocratie libérale, et qu'on retrouve jusque chez Arrow. Il est étonnant que le théorème d'impossibilité de Arrow repose sur certaines conditions comme celle qui permet de ranger tous les objets de choix selon n'importe quel ordre, comme s'il s'agissait de choisir entre des billes de différentes couleurs, alors qu'on parle de constitutions, d'institutions, de plans de redistribution du revenu. Nous avons souligné une source de contradictions de cet ordre chez les macro-économistes, chez Pigou, Robbins, l'Ancienne et la Nouvelle Ecole de bien-être.

D'ailleurs, Arrow lui-même apparaît incohérent. Il distingue les valeurs, plus générales, des goûts individuels en ceci : les goûts sont personnels, chacun est censé avoir un comportement cohérent sur le marché pour les biens d'utilité courante et les services qu'il préfère ; les valeurs impliquent une contrainte sur l'action individuelle égoïste et se retrouvent même dans les sociétés très libérales. On a l'affirmation d'une valeur lorsque les individus acceptent une règle générale de conduite qui limitera la liberté même de leurs propres actes. Certains appellent « normes » ces règles admises dans la société pour les distinguer de valeurs ou croyances purement individuelles. Comment peut-il alors interchanger l'ordre de valeurs comme l'ordre dans les goûts ?

Bien que toutes les sociétés connues admettent diverses valeurs au même titre que d'autres biens économiques pour lesquels elles sont prêtes à payer un prix, à travailler, à souffrir, les économistes libéraux ont la plus grande répugnance à en tenir compte. De là peut-être une raison du rejet du livre de Arrow en science politique par plusieurs auteurs comme Samuelson, Little, Bergson.

Prenons par exemple le livre de Rowley et Peacock qui s'élève contre un hypothétique bien commun ou vision organique de la société qui s'imposerait par-dessus les préférences individuelles¹⁷. Si le maintien du libéralisme exige certaines institutions comme un cadre légal, ce cadre s'impose à titre de bien commun et doit être protégé même contre des attaques indirectes, comme des coupures drastiques dans le budget qui baisseraient les taxes mais menaceraient le maintien du cadre légal. Les auteurs vont jusqu'à prétendre que le respect des fortunes personnelles devrait faire l'objet d'une déclaration au-dessus même de la constitution d'un pays. Les implications d'une telle déclaration ne devraient-elles pas se répercuter organiquement sur tout l'appareil socio-économique pour assurer le respect de la déclaration ? N'est-ce pas là une vision organique ? Pourquoi refuser alors d'étudier d'autres visions ?

De peur de se faire imposer les conceptions organiques du Moyen Age ou du marxisme¹⁸, les économistes imposent eux-mêmes leur propre vision. Cela pose un deuxième problème crucial pour les économistes : si leurs valeurs personnelles ne correspondent pas à la plus grande efficacité économique, ils devraient logiquement cesser d'être économistes !

Nous essaierons maintenant de résoudre les contradictions que nous avons évoquées et de trouver une méthode compatible avec des idéaux autres que la maximisation de l'utilité pour les biens du marché.

B) *Les principes d'une reconstruction*

Il y a moyen de réutiliser presque toute la théorie économique actuelle dans une orientation nouvelle, d'adopter une approche positive bien qu'on soit en train d'essayer de souder valeurs, science et action et, enfin, d'accepter les postulats les plus sévères de la méthode analytique tout en demeurant cohérent.

L'approche adoptée en théorie du bien-être sera celle de Samuelson et de la fonction de bien-être. Mais nous la pousserons plus loin et soutiendront qu'elle peut être positive.

Nous indiquerons ensuite quels nouveaux rôles peuvent jouer les différentes parties de la théorie économique.

17. Rowley, C.K., Peacock, A.T., *Welfare Economics, a Liberal Restatement*, Londres, Martin Robinson, 1975.

18. Par exemple : Gordon, S., *Social Science and Value Judgments*, op. cit.

1) *Les postulats analytiques et leurs interrelations*

Le principe analytique auquel semblent tenir les économistes est le principe de Hume : De constatations de faits, on ne peut tirer de conclusions normatives.

Bien que les économistes aient longtemps réduit le normatif à l'éthique, nous avons aussi dans cette catégorie du normatif l'esthétique, la logique, des principes méthodologiques comme le rasoir d'Occam : il faut couper toute partie de théorie superflue dans l'explication des faits. Le principe de Hume signifie par exemple que le fait pour Marx de prédire même scientifiquement que le capitalisme va disparaître n'est nullement pour la méthode analytique un raisonnement qui peut inciter à le faire disparaître. Ce n'est pas la science qui défend ou condamne le capitalisme, c'est une prescription qui relève d'un autre ordre, l'ordre des valeurs ou des jugements de valeurs.

Comme les fins relèvent d'un choix, lui-même soumis à des jugements de valeur, nous acceptons ce second postulat qu'il y a toujours un jugement de valeur à l'origine de toute action humaine. On aurait pu dire « de toute action humaine réfléchie ». mais il peut être intéressant du point de vue scientifique de constater certaines actions et de conclure que « tout se passe comme si » tel individu ou tel groupe d'individus adhèrent à tels ou tels principes. Parmi les valeurs impliquées, il y a un postulat éthique : qu'il vaut mieux agir que de ne rien faire, souvent aussi un postulat d'ordre économique : on prend le moyen le moins onéreux pour atteindre la fin. Même l'action scientifique, la recherche la plus pure, obéissent à des jugements de valeur : le choix du projet, la séquence des expériences, le choix d'une théorie. Au sein même des théories scientifiques, on a le principe d'Occam qui fait préférer la théorie la plus simple.

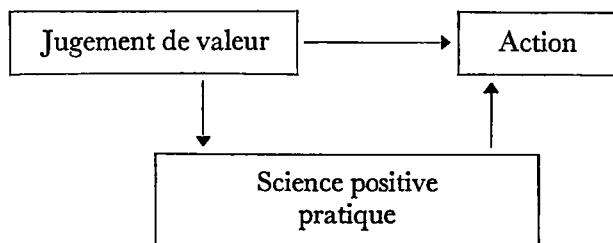
Puisque toute action comporte un jugement de valeur, il y en a également dans l'utilisation des techniques ou des sciences appliquées qui découlent des théories scientifiques. Si une science appliquée est moins objective que la science pure, ce n'est pas parce qu'elle est moins rigoureuse, c'est parce qu'elle est spécialisée dans un point de vue : génie électrique, génie mécanique, science médicale, etc. Comme le mot « application » peut avoir deux sens : « appliquer » un modèle théorique à un univers empirique pour voir s'il explique bien (science pure) et « appliquer » ces résultats théoriques à la construction scientifique d'un appareil, d'un ouvrage, on pourrait appeler « science pratique » une science véritablement positive, mais dont la recherche est guidée par des problèmes pratiques ou une réalisation utile en vue. Pourquoi ne serait-ce pas possible aussi en science économique ?

On connaît dans toutes les sciences ce qu'on appelle des « biais ». Ce sont des erreurs qui ne sont pas dues au hasard et ne tendent pas à

s'annuler réciproquement avec la répétition des expériences ou des échantillons. En sciences sociales, on peut parler d'une sorte de « biais » supplémentaire qui n'existe pas dans les sciences de la nature. J'appelle « biais indirect », par opposition à « biais direct », rencontré dans le cours normal de la science, un « biais » propre aux sciences humaines, une coloration idéologique indépendante du raffinement du processus scientifique et due à l'emploi de la méthode analytique. Qu'un chercheur se spécialise dans telle sorte de roches n'a pas de connotation idéologique. Mais, que la théorie économique renvoie constamment à un optimum concurrentiel, ou constamment à la lutte des classes, prend une connotation idéologique du fait des valeurs qui existent déjà dans le champ d'application de ces théories. Chez nous, le progrès analytique doit se doubler d'un effort de compréhension pour éviter cette coloration idéologique. En termes concrets, la théorie économique néo-classique et la théorie marxiste auront plus l'air de théories scientifiques lorsqu'elles pourront s'unir d'une façon cohérente pour expliquer les faits pertinents aux deux théories. Du point de vue analytique, cette démarche se fera par des approches multidisciplinaires.

Nous en arrivons après tout cela à une conclusion importante : nous pouvons avoir une démarche positive ou une méthode scientifique qui permette d'appliquer des valeurs à une action.

Un jugement de valeur : construire un monde égalitaire est à la base d'une action, disons : une action révolutionnaire. Le même jugement de valeur peut initier une recherche scientifique sur les facteurs de l'inégalité, les motifs de ceux qui sont pour l'inégalité. Nous aurons aussi la recherche scientifique des moyens les moins coûteux pour combattre l'inégalité. Ensuite, plusieurs sciences pratiques peuvent se partager cet objet de recherche. Plus le but est éphémère, plus la science se rapproche de simples techniques d'application car le savoir est trop particulier.



Si ce schéma simple est accepté, alors il n'y a plus de raison pour garder en science économique une théorie du bien-être normative, pas plus qu'il n'en existe pour ne pas étudier Marx à cause de jugements de valeur dans son système.

2) *Pour une théorie scientifique de la politique économique*

Comme Samuelson lui-même l'a bien dit dans les deux meilleures pages de son œuvre¹⁹, l'analyse économique scientifique peut tirer les conséquences sur l'activité économique de jugements de valeur. Il remarque judicieusement qu'une science positive complète établit des relations entre deux états du monde sous observation, tandis qu'ici nous établissons des relations entre un jugement de valeur et l'état de certaines variables du monde économique. Comme il avait aussi remarqué que l'on pouvait avoir une science positive de la comparaison de diverses éthiques, la science économique positive peut comparer l'état du monde économique découlant des implications du système normatif sous l'étude à l'état du monde économique actuel, ou à l'état du monde économique en régime capitaliste, en régime socialiste, ou encore à l'état d'un monde abstrait de monopole, selon les besoins de la politique économique envisagée et les ressources analytiques et factuelles disponibles.

Mais il reste un élément arbitraire dans ce processus scientifique : quels seront les jugements de valeur abordés ? Selon le type d'intervention économique envisagé : changement fondamental dans la structure du régime, politique de croissance, politique de stabilisation, on passe de problèmes généraux de longue période à des problèmes de moyen et de court terme de plus en plus limités. Les jugements de valeur seront donc généraux dans le premier cas, mais ne remettront pas en cause les valeurs jugées les plus importantes dans le second et le troisième cas. Ce sera à la science de vérifier s'il en est ainsi dans la pratique.

Ce seront les valeurs de qui ? Ici encore, on peut suggérer que ce soit les valeurs de n'importe quel individu, si les valeurs sont jugées exclusives à la conscience individuelle. Mais que faire de toutes ces consciences individuelles pour diriger une politique économique ? Nous avons donc les jugements de valeur qui émanent des gouvernants, ceux des syndicats, deux de divers groupes de pression. Un jugement normatif d'économie dans la recherche nous recommanderait de prendre des jugements de valeur qui ont quelque probabilité d'influencer la direction de l'activité. L'attitude la plus scientifique serait alors l'entreprise multidisciplinaire. Elle est importante pour acheminer les implications des valeurs fondamentales ou plus générales considérées, au niveau de la réalité étudiée par chaque science sociale : quelles sont les implications de tel jugement normatif sur la sphère politique, sociologique, sur le droit, et de là sur l'activité économique ? Elle est importante aussi pour mener une enquête pour connaître ces jugements de valeur qui peuvent avoir une importance pratique au niveau de la société.

19. Samuelson, P.A., *Foundations of Economic Analysis*, Harvard University Press, 1947, pp. 220-221.

En reprenant la distinction de Arrow entre goûts et valeurs, l'information requise pour suivre ses goûts individuels en matière de biens courants est plus facilement à la portée de l'individu que l'information pour modifier l'environnement culturel ou économique, plutôt de l'ordre des valeurs. On peut donc distinguer entre « préférences brutes », assimilables aux sondages et enquêtes de type Gallup, et les « préférences informées » où l'on s'assure que les gens dont on prend les préférences pour certaines valeurs, certaines institutions ou biens publics, ont la connaissance et l'information pour éclairer leur choix. Les choix « politiques » se contentent des préférences brutes, les vrais choix « politiques » sont précédés de campagnes de consultation et de discussion.

Il est important de noter que la principale différence entre l'approche préconisée ici et l'approche ordinaire de l'économiste consiste à partir directement de jugements normatifs et de leurs implications, que l'on compare ensuite à l'état de l'économie sous une des diverses hypothèses énumérées plus haut, plus grande efficacité par exemple, alors que l'approche ordinaire de l'économiste consiste à introduire des contraintes dans un modèle qui postule la plus grande efficacité économique. L'idéal serait de se faire rejoindre ces deux approches : la première a plus d'envergure, la seconde est plus précise dans le champ économique. Ajoutons que « plus grande efficacité économique » peut perdre de la coloration idéologique s'il peut s'agir d'économie socialiste ou capitaliste lors de la comparaison.

Puisque les économistes ont constamment visé à adopter l'attitude scientifique, ils auraient intérêt à ne plus contaminer l'approche positive de la fonction de bien-être par une approche normative : Ancienne ou Nouvelle Ecole de bien-être. Il y a en fait un fossé méthodologique entre les deux approches que les dénominations « Ancienne » et « Nouvelle » n'ont jamais dénoté.

Le rasoir d'Occam nous conseille de nous débarrasser de l'approche normative comme approche centrale si nous pouvons utiliser ailleurs les outils analytiques qui s'y trouvent.

3) *Nouveaux rôles pour l'ancienne théorie normative*

Depuis une dizaine d'années, la théorie microéconomique s'est de plus en plus éloignée de la rationalité de l'« homo oeconomicus » pour se rapprocher de modèles réalistes de comportement. L'ancienne théorie est très importante du point de vue de la théorie du bien-être, car elle permet d'avoir un point de comparaison : quel serait l'état d'une économie qui adopterait le point de vue de l'homo oeconomicus en tel ou tel cas, par rapport au point de vue du système normatif étudié ? Comme ce raisonnement essaie de nous donner le point de vue de l'efficacité optimale pour les biens économiques, une prise de décision ne serait pas saine sans

la connaissance des conséquences possibles d'un système normatif sur les biens économiques. Nous nous trouvons ainsi, chose étrange, à récupérer la théorie traditionnelle, mais ce n'est plus comme idéal à adopter cette fois.

Il n'y a pas de raison pour qu'un état moderne adopte le principe d'universalité ou le principe de Pareto : qu'une action est justifiée si elle ne nuit à personne et plaît à au moins un individu. Il n'y a pas davantage de raison à priori pour qu'on adopte le principe de compensation, qui complète le principe de Pareto : une action est justifiée si elle donne à quelqu'un un bénéfice après que les autres ont reçu une compensation qui les laisse indifférents entre l'ancien état et l'état proposé. Il y a beaucoup de théories *normatives* politiques à la mode actuellement, basées sur ces principes. Economistes libéraux et politicologues travaillent de concert à des modèles de sociétés ou de constitutions qui briment le moins possible l'initiative individuelle. Certains philosophes comme Rawls proposent des éthiques qui sont de plus en plus adoptés par les économistes dans leurs travaux de consultation. Cela devient dangereux pour la société qui ignore souvent tout de cela et n'a pas eu à se prononcer sur ces principes.

Selon moi, ce n'est pas à l'économiste d'imposer ces systèmes normatifs, pas plus que le système socialiste de telle ou telle nuance. Mais si certains économistes rendent populaires ces systèmes, ou si ces systèmes sont pris au sérieux, c'est à l'économiste du bien-être d'en tirer les implications.

Par contre, il peut être intéressant de connaître, grâce au principe de compensation hypothétique, combien les gens seraient prêts à donner pour avoir telle chose, accomplir tel projet, et quelle compensation exigeraient ceux qui seraient lésés par ces projets. C'est une mesure politique d'un pouvoir économique réel, sinon de l'intensité de certaines préférences. Bien entendu, le principe de compensation réelle est toujours valable lorsqu'on fait passer une autoroute sur le terrain de quelqu'un que ce hasard pénalise.

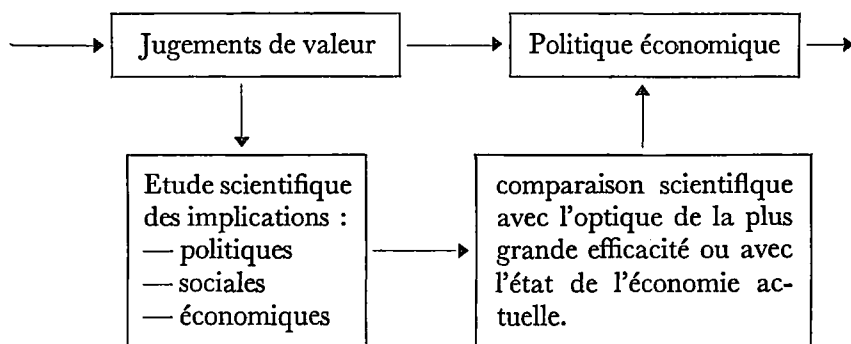
Enfin, toute la théorie des préférences qu'ont élaborée patiemment les économistes au cours des ans pourrait être valable dans une approche multidisciplinaire avec psychologues et sociologues pour connaître les préférences ou les valeurs des gens ²⁰.

4) *Synthétisons la démarche*

A l'origine de toute action de politique économique il y a des jugements de valeur. Ces jugements de valeur peuvent venir d'individus, de

20. Pour les besoins du texte, préférences et valeurs, valeurs et normes, valeurs et jugements de valeur entrent dans la même catégorie générale du normatif.

gouvernements, d'enquêtes socio-psychologiques dans la société. Supposons que le jugement de valeur dont on veut voir les implications soit le désir de l'autogestion ou sa préférence à tout autre système d'entreprise, ce désir conduira à l'action. Il peut y conduire directement par des tactiques. Il peut aussi conduire à une science qui étudie les implications de l'autogestion au niveau politique, au niveau du droit, au niveau de l'activité économique. Des études scientifiques peuvent comparer les effets prévus à l'efficacité économique la plus grande possible ou à l'état actuel de l'économie. De ces études sortira une décision basée sur des études scientifiques et qui essaiera de mettre en pratique une politique économique axée sur l'autogestion. Voici un schéma de la démarche :



Même si le but était dès le départ l'action, notre conclusion principale est que cette décision n'est pas incompatible avec une science et que l'économie du bien-être pourrait être reconstruite selon les grandes lignes que nous venons d'esquisser. Si l'action qui résulte de la politique économique adoptée, fût-ce une révolution, a un effet rétroactif sur les jugements de valeur, nous avons une liaison entre notre flèche d'entrée et notre flèche de sortie. Nous sommes alors dans ce que les économistes appellent de la dynamique et cela correspond à un sens du mot « dialectique ». Un cadre aussi général peut même s'appliquer à l'œuvre de Marx et constitue peut-être la limite ultime des possibilités de la conception analytique de la science appliquée à l'action ²¹.

II — LE SYSTÈME DE MARX VU DANS UN CADRE COHÉRENT

Nous allons voir d'abord comment le problème de la conciliation du normatif et du positif se pose toujours à propos de Marx. Ensuite, nous verrons deux solutions possibles suggérées par l'approche welfariste.

21. Voir aussi : « Trois Bicentenaires : Hume, Condillac, Smith », *L'Actualité Economique*, janvier-mars 1977.

A) *Le problème de l'intégration des aspects normatifs, théoriques et pratiques chez Marx*

Le problème de la conciliation du positif et du normatif, celui de la conciliation entre la science et l'action, ont creusé un fossé entre le marxisme et l'esprit analytique, esprit qui se retrouve dans l'économie bourgeoise. Nous ne prétendons pas que notre théorie peut combler ce fossé. La distance qui sépare la théorie de Marx de notre nouvelle théorie du bien-être est moindre qu'avec l'ancienne, c'est tout. La seule application des principes que nous avons exposés jette de la lumière sur un problème de compréhension de l'œuvre entière de Marx que nous croyons capital.

1) *La dichotomie valeurs-sciences chez les marxistes autrichiens*

Lorsque le néo-kantien Karl Vorländer et d'autres universitaires autrichiens passèrent au marxisme à l'ère de la social-démocratie, la dichotomie valeurs-sciences leur posa des problèmes dans l'interprétation de l'œuvre de Marx. On affirmait que l'œuvre de Marx était scientifique. Or, comment pouvait-on passer d'une conclusion scientifique : le capitalisme va tomber, victime de ses contradictions, au devoir de la révolution ? Mais Marx condamnait bel et bien le capitalisme, l'exploitation et il prêchait la révolution. Par conséquent, Marx avait, au moins implicitement et involontairement, une pensée éthique²². Ainsi concluait-il en 1904.

Devant le danger de voir dissoudre l'aspect scientifique de Marx dans la bonne volonté des courants socialistes, Karl Kautsky, à la tête de ceux qui s'appelaient les « orthodoxes », répondit dès 1906 à Vorländer. L'essentiel de son argument revient à peu près à ceci : il existe dans les systèmes organiques une organisation en vue de fins. Marx a donc scientifiquement découvert la finalité d'un système vivant qui est le monde humain capitaliste. Une fois cette finalité découverte, il en tire une technique sociale, une politique socialiste, qui est l'équivalent des techniques de l'ingénieur ou de l'homme de laboratoire. Nul idéal moral là-dedans. Telle a été longtemps la réponse des marxistes officiels. En réalité, cet argument est très faible. Le fait que Marx ait découvert scientifiquement que le capitalisme s'orientait nécessairement vers le socialisme n'est aucunement une raison pour contribuer à accélérer cette évolution, ni même pour l'approuver. Il faut donc nécessairement un principe normatif pour justifier la révolution.

L'Autrichien Max Adler est plus cohérent : Pour le savant et la science, il existe une évolution objective vers le socialisme et il existe objectivement des moyens plus efficaces que d'autres pour hâter une telle évo-

22. Voir Goldman, L., *Recherches dialectiques*, N.R.F., 1959, dont nous nous inspirons ici.

lution si on le désire. Le militant qui utilise ces moyens en sachant par ailleurs le but atteignable, s'engage personnellement pour des motifs normatifs : éthiques et politiques.

Dans *Histoire et Conscience de classe* (1923) Georg Lukacs essaya de trancher le nœud gordien en attaquant la pertinence même d'une séparation entre jugements de fait et jugements de valeurs. Voici comment le résume son disciple Goldman :

« Ce qui caractérise selon lui l'action historique, c'est précisément qu'elle n'est pas le fait d'individus isolés mais de groupes qui *connaissent et constituent à la fois l'histoire*. Ni le groupe ni l'individu qui en fait partie ne sauraient donc considérer la vie sociale et historique de l'extérieur, sur le mode objectif. *La connaissance de la vie sociale et historique n'est pas science mais conscience bien qu'elle doive évidemment tendre à obtenir une rigueur et une précision comparables à celles qu'atteignent sur le monde de l'objectivité les sciences de la nature*. Toute séparation des jugements de fait et des jugements de valeur et, corrélativement, toute séparation du théorique et du pratique étant irréalisable lorsqu'il s'agit de la compréhension de l'histoire, sa simple affirmation a déjà, comme telle, un caractère idéologique déformant. » ²³

Pour les non-initiés, ce passage est obscur. Quelques pages plus loin (p. 299), Goldman donne quelques éclaircissements. Il y a effectivement chez Marx des jugements de valeur, mais comme ces jugements ne sont jamais autonomes ou valables abstraitement, mais sont au contraire dépendants des faits analysés, ils ne seraient pas éthiques ou, du moins, ne relèveraient pas d'une éthique préalablement systématisée. Et dans la mesure où la constatation et l'analyse des faits ne sont pas objectives et étrangères à toute prise de position, la science au sens de Marx ne serait pas la même que la science au sens strict des néo-positivistes ou positivistes logiques.

L'ère du stalinisme a malheureusement mis fin à ce débat passionnant que les économistes ne semblent d'ailleurs pas avoir connu. L'auraient-ils connu que leur théorie ne leur aurait pas permis d'en tirer profit. La pensée analytique ne pouvait de toute façon se contenter de l'argumentation de Lukacs car le débat a repris même chez les philosophes.

2) *La science essaie vainement de nier les valeurs*

Pour éviter la dispersion et le laxisme du discours qu'on rencontre dans les autres sciences de l'homme, les économistes se sont donné un appareil analytique dont l'exiguïté les a toujours empêchés de comprendre des auteurs plus compréhensifs comme Marx. Dans notre science, les auteurs les plus renommés eux-mêmes comme Pareto, Böhm-Bawerk,

23. *Ibid.*, p. 293.

Samuelson, ont eu les plus grandes difficultés à comprendre Marx et n'y ont vu qu'un tissu de contradictions. La confusion que nous avons décelée dans le traitement du normatif est sans doute une explication de notre impuissance à parler intelligemment de Marx. Le marxisme, pour citer l'auteur bien connu Jean Marchal, « est une théorie et une doctrine économique mais aussi, chacun le sait, une philosophie, une métaphysique, une religion. Le tout intimement lié »²⁴.

En distinguant la courte de la longue période et en généralisant les coûts croissants et décroissants pour les réunir en un seul schéma analytique, Alfred Marshall surmontait ce qui apparaissait comme plusieurs grandes contradictions chez Ricardo. Admettre que Marx avait une logique puissante mais le trouver en contradiction avec lui-même partout est l'indice d'un appareil analytique défectueux pour l'aborder. Nous pensons que notre approche peut surmonter certaines de ces contradictions, dont certaines sont dues à une conception étroite de la science.

a) *Par la fragmentation qui laisse les valeurs dans l'ombre*

La principale difficulté, et de taille, est d'ordre épistémologique. Les économistes se sont généralement abstenus de lire Marx parce qu'ils croyaient que son œuvre était fondamentalement normative alors qu'ils cultivaient une science positive. Marx, cependant, opposait son socialisme aux autres courants à la mode en disant que son œuvre instaurait l'ère du socialisme scientifique. Les marxistes ont généralement insisté fortement sur le caractère scientifique de l'œuvre de Marx. D'autres, comme Schumpeter, dans *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Joan Robinson, dans *An Essay on Marxian Economics*, ont fait quelque scandale en insistant sur le caractère scientifique du *Capital*. Bigo, dans son avant-propos à *Marxisme et Humanisme*, et Jean Marchal, dans ses *Deux Essais...* ont tendance à appuyer les sociologues, qui prétendent que l'œuvre scientifique de Marx dépasse l'aspect économique et se présente plutôt à un niveau multidisciplinaire d'aspect macroéconomique, sociologique et politique. En faisant ainsi ressortir l'aspect scientifique de Marx, on a tendance à laisser dans l'ombre les œuvres de jeunesse d'apparence plus normative comme les *Manuscrits parisiens* de 1844, *l'Idéologie allemande* de 1845, les *Grundrisse*, voire, le *Manifeste* et la *Critique du Programme de Gotha* (1875).

A cette fin, des auteurs comme Bottigelli et Althusser²⁵ ont tenté avec un certain succès d'accréditer la thèse d'une « coupure épistémologique » dans la vie intellectuelle de Marx, coupure située en 1844. On a donc un jeune Marx idéologique que le vieux Marx aurait répudié du

24. *Deux essais sur le marxisme*, Génin, 1955, p. 9.

25. Bottigelli, E., *Introduction, Manuscrits de 1844*, Editions Sociales, 1962 ; Althusser, L., *Pour Marx*, Maspéro, 1965, p. 25.

haut de son œuvre scientifique. On aurait alors : Oeuvres de jeunesse : 1840-44 : Thèse, *Manuscripts* de 1844. Les œuvres de la coupure : 1845. Oeuvres de maturation : 1845-47 ; c'est là qu'on retrouve le *Manifeste*, pourtant normatif. Oeuvres de maturité : 1857-83 ; on est obligé de classer dans ces œuvres la *Critique du programme de Gotha* de 1875, pourtant plus rapprochée du *Manifeste* et des *Manuscripts* de 1844. Malgré tout, Schram et d'Encausse endossent avec résignation cette contradiction qui couvrirait même sa vie entière :

Il y a dans l'œuvre de Marx une contradiction non résolue entre le volontarisme du révolutionnaire et le souci d'analyse objective et rigoureuse de l'homme de science. Marx lui-même était incontestablement conscient du problème : ainsi, par exemple, il considérait au départ la Commune de Paris comme une aventure non justifiée par les conditions objectives, mais il ne l'en a pas moins soutenue à fond une fois commencée, par solidarité envers des hommes qui luttaienent comme lui contre l'ordre capitaliste.²⁶

b) *En réduisant la partie scientifique au problème de la transformation*

L'aveu de la nécessité de ce morcellement pour sauver le caractère scientifique de Marx ne fait qu'entériner la pratique de fragmentation qui a déjà tant nui à l'œuvre de Marx. Les sociologues ont essayé d'interpréter et de discuter le *Capital* sans faire appel aux notions théoriques de la science économique, cette apologie du capitalisme sans valeur scientifique.

Les économistes ont superbement réduit Marx à quelques prophéties de faits et à quelques devis analytiques ricardiens dont ils n'ont pas eu de peine à montrer les déficiences. Ainsi, disent-ils, les prophéties de la loi tendancielle à la baisse du taux de profit, de l'appauvrissement des classes laborieuses, des crises périodiques de plus en plus violentes dans les pays industrialisés, ont dû être abandonnées au profit de la thèse de l'impérialisme et du « chaînon le plus faible » par Lénine lui-même. Il est facile de concéder la tendance à la concentration, si l'on peut la justifier par ailleurs par une meilleure technologie ; admettre que les crises ont été plus sérieuses, comme l'avait prévu Marx, si Keynes a permis par ailleurs de renverser la tendance aux dépressions.

Sur le plan analytique, c'est la théorie de la valeur-travail et le problème du passage de cette valeur-travail à l'explication des prix qui ont vite dominé la scène. L'attitude des économistes marxistes et des soviétiques à l'égard de la théorie économique bourgeoise a d'ailleurs contribué à axer ainsi la recherche. Mais alors, Böhm-Bawerk n'a pas été long à trouver une autre « grande contradiction » chez Marx même entre le

26. *Le Marxisme et l'Asie*, P.U.F., 1965, p. 132.

volume I du *Capital*, qui apparaissait basé sur la valeur-travail, et le volume III qui abandonnait ce schème d'explication. Joan Robinson, Paul Sweezy, essayaient de sauver Marx au niveau de l'analyse macro-économique, en abandonnant la valeur-travail à la poussière des musées. Des économistes comme Samuelson ont cependant dépensé des trésors de pensée analytique pour cerner plus rigoureusement ce problème de transformation jusqu'à ce que Baumol mette en doute cette façon d'expliquer Marx²⁷. Vingt ans auparavant d'ailleurs, Jean Marchal avait déjà devancé Baumol dans le second de ses *Deux Essais*. Mais Marchal lui-même n'avait pu tirer grand chose de précis de Marx en l'abordant sur le plan macroéconomique, sinon cette constatation de l'inanité du problème de transformation à laquelle se réduisait l'approche micro-économique.

Une première parade à cette catastrophe consiste à vouloir redéfinir la science en une « nouvelle science de l'histoire »²⁸ qui serait à la fois totale et dialectique chez Marx. A défaut de définitions opérationnelles de la dialectique dans les sciences, la marche à la totalisation se fait nécessairement à travers l'unification des résultats des diverses méthodes employées dans chacune des sciences, de sorte que cette « nouvelle science » apparaît comme un nouveau nom pour la philosophie de Marx corrigeant Hegel. Non seulement sommes-nous renvoyés aux œuvres de jeunesse, mais nous maintenons quand même la « coupure » qui devrait nous empêcher de le faire. Et cette coupure scinde toujours Marx en deux.

3) *Les valeurs estompent l'aspect scientifique*

Tout en gardant l'espoir de voir s'éclaircir davantage le sens opérationnel de la dialectique et de la science totalisante, une autre réaction admet d'emblée le caractère normatif de l'œuvre marxienne²⁹. La notion d'aliénation des œuvres de jeunesse serait ainsi la clé de tout le système normatif marxien.

Ce mouvement a surtout pris de l'ampleur grâce à des penseurs chrétiens comme Pierre Bigo et Jean-Yves Calvez, mais il compte également des marxistes comme Garaudy et Rubel et des gauchistes comme Bookchin, qui va jusqu'à reprocher à Marx son ennuyeux *Capital* et affiche un souverain mépris pour les économistes d'inspiration marxiste tels que Dobb³⁰. Que Marx lui-même voyait l'unité là où d'autres voient

27. Baumol, W.J., « The Transformation of Values : What Marx « really » Meant », *J. of Economic Literature*, mars 1974.

28. Althusser, L., *Lénine et la philosophie*, Maspéro, 1972.

29. La distinction entre *marxien*, pour signifier l'œuvre et la pensée de Marx, et *marxiste*, le courant de pensée qui se réclame de lui est maintenant courante.

30. Bigo, P., *Marxisme et humanisme*, P.U.F. ; Calvez, J.G., *La pensée de Karl Marx*, Seuil ; Rubel, M., *Pour une éthique socialiste*, Payot ; Bookchin, M., *Post Scarcity Anarchism*, Rempart Press, 1971.

contradiction, on le prouve dans la *Préface* à la *Contribution à la critique de l'économie politique* de 1859, où Marx affirme que ses études antérieures sont à la base de son système, « le fil conducteur à ses études »³¹. Au fond, on craint que, sans vision de l'homme, la lutte révolutionnaire ne réduise Marx à un plat « économisme » qui rejoindrait le matérialisme grossier de la société de consommation et des hédonistes en ne mettant plus l'accent que sur les facteurs de production matérielle. A travers les vicissitudes de la lutte quotidienne, la direction humanitaire originelle se perdrait dans le combat féroce de préséance pour le pouvoir avec comme seule justification que l'état de l'infrastructure du moment le permet. Même un retour à la barbarie se trouverait ainsi entériné par le devenir historique. Sans l'humanisme marxiste, la lutte contre les valeurs et les tactiques d'un régime hypocrite et inhumain engendrerait une nouvelle classe qui, à force de se battre avec les mêmes armes que son ennemi, finirait par adopter son comportement et ses motivations.

B) Solutions par la nouvelle approche welfariste

Deux versions de notre méthodologie permettent de concilier approche normative et approche scientifique chez Marx et rendent ainsi plus facile son abord pour les économistes.

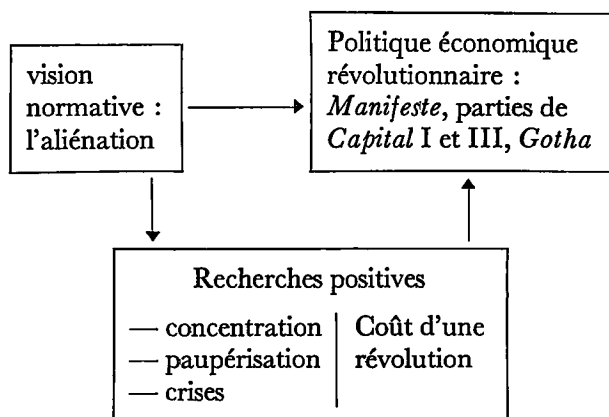
Nous savons que la recherche scientifique s'accompagne de jugements de valeur même dans les sciences de la nature. La direction ou le choix des recherches dépendent de la fantaisie du chercheur, des idéologies des bailleurs de fonds, de la définition du prestige imposée dans une communauté scientifique à un moment donné. Au sein du processus scientifique lui-même, le principe d'Occam : « Entia non sunt multiplicanda praeter necessitatem » est connu comme le principe d'économie de théorie. L'esthétique, la logique acceptée dans les démonstrations font aussi partie des « sciences normatives ». Enfin, ce qu'on appelle « la loi de Hume » nous avertit qu'il y a toujours un jugement de valeur dans une recommandation ou, encore, que d'hypothèses de faits on ne peut déduire de propositions de droit. Ainsi, toute action implique une valeur. Dans les sciences de l'homme, la nécessité de fractionner la totalité humaine pour passer du discours philosophique au discours scientifique a apporté d'autres complications. A la différence des sciences de la nature, physique, chimie, biologie, dont les champs spécialisés ont pu produire des lois valables, la sociologie, l'économie, la psychologie présentent des champs d'étude trop interdépendants pour que la validité de leurs lois ne soit bientôt sévèrement circonscrite. Il en résulte un « biais indirect » ou une forte coloration normative des seuls faits du choix du point de vue ou de la méthode adoptée et de la sélection des faits retenus. Marx peut être scientifique dans les mêmes conditions.

31. *Etudes philosophiques*, Editions Sociales, 1961, p. 99.

1) *Le système normatif du jeune Marx*

Puisque Marx préconise un engagement et une révolution, il va de soi qu'un système normatif est impliqué au départ. Ce système normatif est contenu surtout dans les *Manuscrits de 1844* et l'*Idéologie allemande*. Mais le *Manifeste* et la *Critique du programme de Gotha* en sont aussi des émanations. Ce système normatif guide également sa recherche positive, de sorte que l'action révolutionnaire dépendra à la fois des recherches positives qui indiquent les faiblesses du système capitaliste, son évolution probable, les moments les plus propices à une action de telle ou telle nature pour qu'elle réussisse, cependant que le système normatif appelle l'adhésion au mouvement révolutionnaire et infléchit l'action vers les idéaux du système normatif. Tout est par conséquent lié ; la science peut exister vraiment, sans qu'on puisse pour autant en comprendre la direction sans faire appel au système normatif ; mais la politique d'application du *Manifeste* et de *Gotha* repose à la fois sur les données d'une science et sur le système normatif.

Nous inspirant de notre schéma de la fin de la première partie, nous pouvons distinguer une période plus spécifiquement normative surtout dans les œuvres de jeunesse. La notion d'aliénation en est la partie la plus importante, sinon la partie centrale. On peut sauter directement aux implications pratiques de cette partie normative avec divers textes de politique révolutionnaire et économique comme le *Manifeste*. Mais la vision normative sert aussi à développer une science de l'exploitation capitaliste et des mécanismes du capital, qu'on retrouve surtout dans le *Capital*. Certains passages du *Capital*, vol. I et III, du *Programme de Gotha*, mettent à profit les connaissances acquises pour diriger plus solidement l'entreprise révolutionnaire.



La proposition normative de base qu'il faut enlever l'aliénation. L'homme est un agent libre qui se donne des fins dont la réalisation ne

sera possible que par le travail pour maîtriser la nature. Mais l'aliénation originelle imposée par la nature a fait place à l'aliénation imposée par un système. Dans les *Manuscripts*, Marx parle de l'aliénation générique par laquelle le patrimoine des progrès de l'humanité sur la nature devient l'héritage de quelques-uns qui en usent à leur profit cependant qu'ils dominent le travail et le produit du travail d'autres agents libres comme eux, qui sont réduits à la condition d'outils.

Bien que Marx rapporte, dans *l'Anti-Proudhon*, la théorie qu'il attribue à Say et qui ferait dépendre les prix de l'utilité et de la rareté³², on comprend pourquoi il choisit la valeur-travail, à la suite de Ricardo, mais pour étudier les phénomènes de l'exploitation et de l'aliénation. Ernest Mandel et, encore plus récemment, Auguste Cornu³³, se sont même penchés sur une évolution de la pensée de Marx qui répète ce qui était arrivé à Smith. Comme Smith, Marx a d'abord cru à la valeur qui s'exprime par la concurrence dans le prix courant ou d'équilibre. Il reproche même à la valeur-travail de Ricardo de ne pas tenir compte du profit et de la rente dans le prix. Ensuite, il évolue vers la valeur-travail comme Smith mais, à la différence de Smith, il essaie comme Ricardo de penser tout le système en termes de cette valeur-travail. Chez lui, cependant, il est clair que c'est pour mieux saisir les mécanismes de l'exploitation. Si la théorie économique de Ricardo permet en plus de comprendre plus exactement les rouages du capitalisme grâce à la même valeur-travail, on fera d'une pierre deux coups.

Mais on peut admettre dans *Capital III* que Ricardo se soit trompé en voulant expliquer tous les rouages par la seule valeur-travail, sans que la valeur-travail perde pour autant tout pouvoir pour expliquer l'origine de la plus-value dans un capitalisme moins avancé, et sans qu'elle perde de l'intérêt pour trouver un nouveau système dans lequel personne ne pourra exploiter les autres dans leur travail. L'exploitation par les heures de travail jusqu'au maintien précaire de la subsistance du travail serait, à l'aube de la carrière de Marx, le facteur décisif qui pourrait déclencher une révolution. En effet, l'existence même des ouvriers serait menacée cependant que les crises empêcheraient de contrôler le système pour éviter cette révolution.

Même en admettant que la valeur-travail soit un concept trop partiel pour expliquer l'aliénation sous toutes ses formes dans le capitalisme contemporain, le recours aux *Manuscripts*³⁴ peut encore servir d'indication pour de nouvelles études positives qui chercheraient à cerner les phénomènes

32. Karl Marx, *Oeuvres*, Tome 1, La Pléiade, p. 59 ; *Manuscripts de 1844* aussi.

33. Mandel, E., *La formation de la pensée économique de Karl Marx*, Maspéro, 1967, chap. 3 ; Cornu, A., *K. Marx, la théorie de la valeur de Ricardo et la notion de travail chez Hegel*, « La Pensée », août 1977, pp. 3-19.

34. *Manuscripts de 1844*, *op. cit.*, Introduction, p. XXV.

nes évoqués par l'aliénation générique. Penser anéantir Marx l'économiste en démontrant que la valeur-travail, via le problème de transformation, est une explication périmée du capitalisme contemporain et des prix est donc une lourde erreur, car ce n'était pas le but de Marx. Penser que la valeur-travail est un concept périmé car il ne permet pas d'allier la connaissance des sources de l'exploitation à la connaissance des rouages exacts du capitalisme moderne est donc une autre erreur, car le système normatif qui repose sur la valeur-travail pendant la « transition » envisagée par Marx doit être accepté ou refusé pour lui-même. En effet, vouloir baser strictement la répartition sur les heures de travail durant la période de transition peut être un impératif normatif destiné à favoriser les travailleurs. Ce n'est nullement l'indication que Marx croyait les prix basés sur la valeur-travail. Ce n'est pas non plus l'affirmation que l'économie serait au plus efficace pour produire des biens de consommation et de production si l'on adoptait la valeur-travail.

Enfin, Marx a bien le droit de définir une forme d'exploitation par les heures de travail et étudier comment se comporte la plus-value ainsi définie à travers les rouages apparents du capitalisme. Il faut dire que l'erreur dans laquelle sont tombés les marginalistes, disciples de Böhm-Bawerk, à la suite de celui-ci, est bien excusable quand des économistes marxistes essaient eux-mêmes, comme Denis, d'expliquer, en dépit de tout, les prix dans le capitalisme contemporain par la valeur-travail.

Dans cette première version du système de Marx, dans laquelle un Marx normatif explique l'ensemble, la « coupure » n'est rien d'autre que la résolution de Marx de continuer l'approfondissement de son système normatif dans le domaine scientifique. Cette version plaît particulièrement aux chrétiens et aux disciples de penseurs divers qui font de l'amour du prochain jusqu'à l'égalité avec l'amour de soi la fin ultime de la morale sociale. Les marxistes se défient donc de ce Marx normatif qui risque d'être récupéré dans une longue tradition morale, qui remonterait au Moyen Age et à l'Ancien Testament et dans laquelle s'affirmait déjà la noblesse du travail, mais contre laquelle Marx aurait réagi.

Une suggestion de Bottigelli nous permet une seconde interprétation plus nuancée et peut-être encore plus fidèle au système marxien. La dynamique de l'évolution de Marx, qui utilise encore le normatif mais en n'y étant plus engagé, apparaît comme une illustration d'un changement dialectique.

2) *Une version précocce à la Nouvelle théorie du bien-être*

Remontant à la thèse de doctorat de Marx, Bottigelli essaie de montrer que Marx ne critique pas Hegel sur le plan des jugements de valeur, bien que ces deux auteurs soient aux antipodes par l'apparent spiritualisme de l'un et le matérialisme professé de l'autre. Marx soulève certaines

contradictions chez Hegel même. Il reprend un problème déjà connu des jeunes hégéliens : Hegel exposait devant ses initiés des idées critiques sur le pouvoir et la religion alors qu'il soutenait officiellement l'ordre existant. Marx explique alors la contradiction dans les valeurs de cet autre, Hegel, par « une insuffisance ou... une conception insuffisante de son principe même ». Marx tenterait donc une critique objective, purement logique, des jugements de valeur d'un autre à cause d'implications contradictoires. Même si Bottigelli est d'accord avec l'opinion commune, facile à vérifier, que Marx s'engage personnellement dans des valeurs dans ses écrits de jeunesse (p. XXXIX *passim*), cet auteur suggère que Marx serait venu plus tard à une attitude plus neutre et plus scientifique. Ce serait là le sens de la « coupure » de 1844. Ainsi, Marx ne critiquerait pas tellement le capitalisme à cause « d'une conception idéale de l'homme » (p. XLII), mais il aurait vu, grâce à une logique rigoureuse, l'insuffisance du principe même du capitalisme, ou des aspects ignorés de son fonctionnement essentiel ; ce sont donc de nouvelles forces ignorées des capitalistes et de leurs théoriciens qui condamneraient le capitalisme à disparaître par le principe même, la concurrence, qui avait présidé à son essor.

En généralisant, on pourrait dire que le Marx d'après 1844 ne croit plus tellement à ses idéaux de social-démocrate. Il observe ce système éthique de l'extérieur, pose l'hypothèse que les bourgeois les plus lucides des sociétés capitalistes y croient et que le peuple les suit. En véritable économiste du bien-être, il tire alors les implications des prémisses de la social-démocratie : liberté, égalité, fraternité, conclut que ces prémisses sont partagées par le peuple, et que le peuple devrait conséquemment faire la révolution communiste s'il est fidèle à ses idéaux. Dans l'hypothèse d'une conviction populaire plutôt faible, il prédit la révolution quand même, car les contradictions du système mèneront à des crises de plus en plus graves où les crève-faim trouveront comme alliés les bourgeois ruinés. L'œuvre normative de jeunesse est alors plutôt la narration des idéaux des gens et des implications de ces idéaux. Marx indique ainsi ce que devrait être le comportement des gens, s'ils étaient logiques avec eux-mêmes. L'œuvre économique découlerait d'une étude attentive de ces postulats et de leurs implications face à une réalité que l'analyse essaie de cerner pour montrer que cette réalité ne rencontre pas les conditions de vie exigées par les postulats normatifs et leurs implications. C'est la nécessité d'une analyse positive qui permette la comparaison des faits avec les exigences des principes normatifs qui pousse Marx à une économie politique originale.

Le révolutionnaire devient ainsi un scientifique qui informe les gens sur les contradictions de leur vie, étudie les moyens à prendre pour qu'ils atteignent les fins qu'ils se sont prescrites plus ou moins consciemment

et prévoit que la tradition morale qui apportera la révolution cessera avec cette même révolution. Une autre morale, avec des problèmes nouveaux, naîtra du communisme. Rendu là, le scientifique ne peut plus rien dire.

Mais on peut alors se demander au nom de quoi Marx choisit de continuer à approfondir ses thèses dans la misère, s'il a renié ses idéaux de jeunesse. Suivant Kamenka ³⁵, il y aurait toujours chez Marx l'idéal d'un homme libéré, rendu maître de ses actes, qui choisit par lui-même sa vie au lieu de se la faire imposer. Des existentialistes comme Sartre sont aussi venus à Marx par les œuvres de jeunesse de ce dernier. Marx est alors le prototype de l'homme en situation, miséreux, malheureux, pour qui ce monde est absurde, qui porte en lui un grand vide et ne peut plus que se projeter en avant pour combler son manque.

Interprété ainsi, Marx apparaît comme bien plus que le promoteur d'une nouvelle science multidisciplinaire qui remplacerait l'ancienne théorie du bien-être. Il est sûr, en tout cas, que notre schéma réussit à donner de Marx une idée cohérente et à présenter de lui un système beaucoup plus scientifique qu'il n'apparaissait à travers la méthodologie économique usuelle.

Remarquons aussi que toutes les recherches sur l'utilité et les préférences ne viennent plus du tout en contradiction avec les développements possibles de la valeur-travail dans l'« économie politique » que nous avons développée.

En effet, la théorie néo-classique de la valeur donne l'état où tendraient les prix si l'économie est laissée aux forces du marché. La théorie de la valeur-travail, en plus de mesurer l'exploitation en heures de travail, essaierait de justifier les composantes réelles des prix en excluant la seule rareté. La comparaison de ce résultat aux prix laisserait un résidu dont il faut décider de l'attribution : c'est la rente de rareté. Quant aux recherches sur les préférences, elles peuvent aussi servir à connaître les valeurs des gens et leur intensité ou importance.

Mais, ce n'est pas tellement sur le contenu des idées de Marx que nous avons voulu insister comme sur la similitude d'approche entre la nouvelle structure de la théorie du bien-être et celle de Marx.

Cependant, cette interprétation analytique de Marx peut laisser insatisfait. L'esprit analytique est encore incapable d'aller plus loin à la rencontre de la dialectique et de la science totale. Pour lui, il n'existe donc rien au-delà. Nous avons au moins essayé de pousser le plus loin possible les limites de l'esprit analytique dans le conflit entre le normatif et la science.

35. Kamenka, E., *Les Fondements éthiques du marxisme*, Paris, Payot, 1973.

En résumé

Pour éviter que l'on confonde positif et normatif et ainsi que l'on prétende que le normatif peut être de la science positive, nous sommes restés fidèles au principe de Hume. Nous étions alors dans un dilemme car toute intervention présuppose des jugements de valeur et nous voulions garder une base scientifique à l'intervention et à la politique économique. Marx avait hérité de la réputation douteuse de la théorie du bien-être en partie précisément parce qu'on y voyait la même confusion entre approche normative et approche positive qu'en théorie du bien-être. Les économistes ont eu par conséquent tendance à étudier Marx en se limitant aux seuls passages qui entraient dans le cadre méthodologique de la théorie positive néo-classique et keynésienne, d'où une réfutation facile et fort partielle. Pour analyser plus adéquatement la théorie marxiste de l'intervention, il fallait commencer par se donner une théorie scientifique de la politique économique. Puisque les fondements de cette théorie se sont révélés faire partie de la théorie du bien-être, nous avons relevé les contradictions et insuffisances de la théorie du bien-être. Nous avons rejeté toute l'approche normative encore à la mode au profit d'une approche positive. Contrairement à l'opinion commune, nous avons montré que la fonction de bien-être pouvait être le fondement de cette approche positive et qu'il fallait la dissocier de la Nouvelle Ecole issue du principe de Pareto.

Après avoir ainsi reformulé un cadre cohérent pour la théorie du bien-être, nous étions prêts pour l'appliquer au système de Marx. Mais les marxistes autrichiens avaient connu les mêmes problèmes que les néo-classiques et ne pouvaient concilier approche normative et approche positive chez Marx. Lukacs a bien essayé de reléguer le problème aux oubliettes au nom de la méthode dialectique mais Althusser l'a remis au premier plan pour sauver selon lui le Marx scientifique de l'attaque dont il était victime de la part de chercheurs chrétiens et de gauchistes qui mettaient l'accent sur un Marx humaniste. Comme aucune solution satisfaisante intellectuellement n'a pu réconcilier la théorie normative de l'aliénation et la science positive chez Marx, notre nouveau cadre welfariste propose deux solutions qui intègrent le normatif et le positif chez Marx tout en respectant le principe de Hume. Marx n'est plus cassé en deux : normatif dans sa jeunesse, positif après 1848. Le même système normatif est d'abord accepté par Marx, qui en fait la base de ses recherches, puis abandonné comme *credo* personnel mais toujours présent pour amener les foules qui y croient à la révolution.

Chemin faisant, nous avons deux fois passé à une conception dialectique en restant fidèles à une logique cartésienne. La première fois, la dialectique se rapprochait de notre concept de dynamique : les jugements de valeur initient une action que la science essaie de rendre efficace.

Quand cette action a eu lieu, elle change les mentalités et les jugements de valeur, qui ne sont plus donnés une fois pour toutes. Cette première conception est appliquée à Marx lui-même qui change ses valeurs au cours de son action. Nous avons alors une deuxième conception de la dialectique : Marx change de niveau de connaissance. Ce qui était auparavant son problème, enlever l'aliénation, est le problème des démocrates auxquels le scientifique donne des explications qui appuient l'idée de révolution. Après la révolution et la dictature provisoire, les valeurs auront changé, mais on ne peut savoir avant, vers quoi. La pensée analytique peut-elle aller au-delà pour comprendre Marx ?

Gérard PELLETIER,
Université de Sherbrooke.